

difficiles dans l'industrie de la construction de navires. On peut voir aujourd'hui, par exemple, un reportage dans le journal où des députés du caucus québécois du parti conservateur ont posé des questions au gouvernement au sujet de l'appui qui est nécessaire dans les chantiers maritimes de la province de Québec, et on peut dire qu'il n'y a pas d'appui assuré pour cette industrie.

[Traduction]

On retrouve aussi cette situation en Ontario et dans certaines régions du Québec, évidemment, où l'industrie de l'automobile connaît de graves difficultés. Je la vois en particulier dans ma propre circonscription et dans ma ville de Windsor ainsi qu'à St. Catharines, Toronto, Oshawa et Sainte-Thérèse, au Québec. Dans tout l'Ontario et le Québec industriel, on voit que cette industrie, qui est le moteur du progrès et de la croissance économique de l'Ontario et du Québec et, dans une large mesure, de tout le pays, est frappée par les mises à pied, parfois temporaires, mais beaucoup trop souvent permanentes comme celles, à l'usine de fourgonnettes de la General Motors à Toronto ou St. Catharines, aux usines de moteurs Ford de ma circonscription ou à Sainte-Thérèse, qui seront peut-être permanentes, je le crains.

On retrouve les mêmes problèmes économiques dans les Prairies. L'an dernier, je me trouvais à Portage la Prairie et un des plus gros employeurs de l'endroit, Campbell Soup, fermait ses usines et concentrait ses opérations en raison de l'Accord de libre-échange.

On peut voir dans tout l'ouest du Canada que le secteur agricole est directement touché, avec les conséquences qui en découlent pour l'économie connexe. Ainsi, le traitement des denrées alimentaires et la fabrication de machines agricoles, par exemple, qui contribuent à cette économie, en souffrent énormément.

Nous venons d'apprendre que les sérieux problèmes qui frappent l'économie canadienne ont atteint la Colombie-Britannique. Le secteur des ressources naturelles, en particulier, est durement frappé. Les usines de poisson de la côte ouest sont menacées par les décisions relatives au GATT.

De même, une entreprise minière comme Cominco à Kimberley, dans les Kootenays en Colombie-Britannique, annonçait à quelque 700 travailleurs et 200 ou 300 cols blancs que leurs emplois étaient supprimés.

Initiatives parlementaires

C'est une ville de 6000 habitants, on peut donc voir que c'est une nouvelle désastreuse pour la communauté.

Placés devant certains de ces graves problèmes, nous voyons que de nombreux changements de la politique économique s'imposent. Nous voyons, par exemple, la nécessité de ramener les taux d'intérêt à un niveau raisonnable. Historiquement, nous n'avons jamais eu un écart de 4,5 points de pourcentage entre les taux d'intérêt au Canada et ceux aux États-Unis. Pourtant, c'est ce que le gouvernement continue à défendre.

Nous pouvons voir l'immense importance d'avoir des règles sérieuses concernant les fermetures d'usines, afin qu'une société ne puisse pas simplement décider que, puisqu'elle peut faire plus d'argent aux États-Unis, elle va fermer ses usines au Canada et déménager la production au sud de la frontière. Il faut que les travailleurs des villes touchées aient la possibilité d'examiner les livres de la société et que, si elle gagne de l'argent, ils puissent acquérir l'usine avec l'aide d'un fonds de développement communautaire, afin de préserver les emplois et la communauté.

Il faut créer des banques de développement régional qui seront en mesure de s'assurer que dans les régions les plus pauvres du pays, on peut compter sur des capitaux et des taux d'intérêt plus avantageux, afin de soutenir les petits producteurs et d'aider les nouvelles entreprises à créer de nouveaux emplois.

Il faut savoir tirer profit des possibilités qu'offre un régime général de taux d'intérêt variables, afin que les régions les plus pauvres du pays, qui sont beaucoup moins soumises aux pressions inflationnistes, puissent avoir accès à des capitaux à des taux d'intérêt nettement inférieurs. C'est ce qu'on fait au Japon depuis de nombreuses années. Nous pourrions faire de même au Canada très facilement.

Il s'agit d'accorder davantage d'importance à la recherche et au développement, non pas simplement dans le secteur industriel de notre économie, mais bien dans tous les secteurs.

Cependant, et c'est ce sur quoi porte cette motion, il faut surtout aborder de façon ascendante la planification industrielle pour l'avenir de notre pays, afin d'utiliser beaucoup mieux les compétences que nous avons au Canada; il s'agit de pouvoir utiliser nos ressources de manière à s'assurer que les nombreux Canadiens sans emploi puissent servir à mettre en valeur les ressources